**III : Et aujourd’hui ? Quels débats historiographiques autour des causes de la Grande Guerre ?**

Document 1 : L’historien australien Christopher Clark, « Les somnambules »

« La Serbie reste dans l'angle mort des historiens de la crise de juillet, qui réduisent souvent l'attentat de Sarajevo au rang de simple prétexte ou d'événement sans véritables conséquences sur les forces réelles dont l'interaction ont déclenché la guerre. Dans un excellent ouvrage publié récemment sur le déclenchement de la guerre en 1914, les auteurs déclarent que « les assassinats [de Sarajevo] en eux-mêmes n'ont rien provoqué. C'est l'exploitation qui a été faite de ces événements qui a mené les nations à la guerre ». La marginalisation de la dimension serbe de cette histoire, et par conséquent celle de sa dimension balkanique au sens large, a commencé dès la crise de juillet elle-même, crise qui s’est développée en réaction aux meurtres de Sarajevo, mais qui a ensuite changé de dimension pour entrer dans une phase géopolitique où la Serbie et ses décisions ont occupé une place mineure. (…)

Remettre Sarajevo et les Balkans au centre de l'Histoire ne signifie pas vouer les Serbes et leurs hommes d'Etat aux gémonies. Cela ne nous dispense pas davantage de l'obligation de comprendre les forces qui ont influencé et animé les hommes politiques, les militaires et les activistes serbes - ceux dont le comportement et les décisions ont façonné les conséquences des coups de feu tirés à Sarajevo.

Ce livre s'efforce donc de comprendre la crise de juillet 1914 comme un événement moderne, le plus complexe de notre époque, peut-être de tous les temps, Son propos est moins d'expliquer pourquoi la guerre a éclaté que comment en est-on en est arrivé là. Bien qu'inséparables en toute logique, le pourquoi et le comment nous conduisent dans des directions différentes. La question du comment nous invite à examiner de près les séquences d'interactions qui ont produit certains résultats. Par opposition, la question du pourquoi nous conduit à rechercher des catégories causales lointaines : impérialisme, nationalisme, matériel militaire, alliances, rôle de la haute finance, conceptions du patriotisme, mécanismes de mobilisation. Cette approche a le mérite de la clarté mais produit également un effet trompeur en ce qu'elle crée l'illusion d'une causalité dont la pression augmente inexorablement, les facteurs s'empilant les uns sur les autres et pesant sur les événements. Les acteurs du jeu politique deviennent les simples exécutants de forces établies depuis longtemps quo échappent à leur contrôle. Dans l'histoire que raconte ce livre, au contraire, l'initiative personnelle est prépondérante. Les principaux décideurs- rois, empereurs, ministres des Affaires étrangères, ambassadeurs, commandants militaires ainsi qu'une foule de fonctionnaires subalternes marchèrent vers le danger à pas calculés, en restant sur leurs gardes. Le déclenchement de la guerre a été le point culminant de chaînes de décisions prises par des acteurs politiques visant des objectifs précis, capables d’un regard critique sur eux-mêmes, conscients de se trouver devant des options variées et désireux de se forger le meilleur jugement possible sur la base de l’information à leur disposition »

Christophe Clark, *Les somnambules. Eté 1914. Comment l’Europe a marché vers la guerre,* Paris, Flammarion, 2013, p.p. 16 et 18-19.

Document 2 : Une critique d’un historien sur l’ouvrage de Christopher Clark, *les somnambules*

« Recourant à l’histoire de l’ensemble du conflit entre la Serbie et l’Autriche-Hongrie, Clark décrit avec une grande clarté la préparation de l’attentat. Il admet pour principe que le gouvernement serbe en était assez exactement informé et n’a pas fait assez pour l’empêcher. Sur ce point, on peut toutefois être sceptique, la preuve n’en a pas été apportée. Sa description de la Serbie et de sa relation à l’Autriche-Hongrie est en général à mes yeux le point le plus faible du livre. Faisant, déjà à l’époque, preuve d’une brutalité et d’une cruauté énormes, les Serbes sont pour lui au fond les méchants de cet avant-guerre et l’Autriche-Hongrie était en droit de se défendre face à eux. Ce présupposé serbophobe amène dans les détails à quelques prises de position à propos desquelles on ne peut que tiquer lorsqu’on connaît les documents. Par exemple, on cherche en vain le fait pourtant clair que les Autrichiens voulaient d’emblée la guerre, raison pour laquelle ils ont consciemment posé aux Serbes un ultimatum inacceptable. Lorsque, aujourd’hui, Clark veut nous expliquer que l’ultimatum n’était pas si grave et que la réponse des Serbes, intelligente et depuis 100 ans objet de louanges, n’était en fait rien d’autre qu’une indigne finasserie, ce qui saute là aux yeux est un préjugé simplement difficile à expliquer. Quand enfin, on lit que seul « un télégramme de Saint-Pétersbourg » aurait amené les Serbes à s’opposer aux Autrichiens, ce n’est là aussi qu’une grossière déformation des faits. « Un télégramme de Saint-Pétersbourg » ? Oui certes, or il n’émanait pas des Russes, mais de l’ambassadeur serbe et disait simplement que, face à l’ultimatum autrichien à la Serbie, les Russes commençaient à prendre des mesures de préparation militaire (ce que les autres puissances faisaient déjà aussi à cette date). Clark insinue donc une responsabilité particulière des Russes. Les Français ne sont pas mieux lotis non plus : Poincaré et son ambassadeur à Saint-Pétersbourg Paléologue, sont de véritables bellicistes, alors que, ayant lu la littérature émanant de la recherche, Clark devrait mieux connaître ce point. Par contraste, les acteurs allemands de la crise de juillet restent étrangement inconsistants : la description de Bethmann-Hollweg, le chancelier est certes très précise et haute en relief. Mais sa présentation concrète minimise l’aspect belliciste de sa politique du risque. »

**Gerd Krumeich, « Sur les origines du conflit de la Grande Guerre : Analyse critique du livre de Christopher Clark ‘les somnambules’ », Source :** https://www.aphg.fr/Controverse-sur-les-causes-de-la-Grande-Guerre

Document 3 (vidéo) : Comment l'Europe a renoncé à la paix en 1914 ? Interview de l'historienne canadienne Margaret MacMillan par des historiens participant à la mission Centenaire de la Grande Guerre : https://www.youtube.com/watch?v=hLUqE-cCS1Y

# Document 4 : « Les nouvelles thèses sur les causes de la Grande Guerre passionnent l’Allemagne »

*« Le partage de la responsabilité avec les autres puissances nourrit un vif débat outre-Rhin*

L’Allemagne a été la grande perdante de la première guerre mondiale. Battue, contrainte d’accepter en 1919 l’humiliant traité de Versailles, elle dut assumer la responsabilité de la guerre et toutes ses conséquences. En Allemagne, après la rupture de civilisation que fut l’époque nazie, après la Shoah et la guerre d’extermination, après Oradour, on a, bien entendu, plus de difficultés avec le souvenir de cette guerre lointaine.

 (…)

Or voilà que cent ans après le déclenchement de la guerre, une nouvelle génération vient secouer l’ancienne image de cette guerre et de ses responsables, notamment l’Australien Christopher Clark, avec le livre Les Somnambules (Flammarion, 2013), et le professeur de sciences politiques berlinois Herfried Münkler. Comme d’autres auteurs, ils apportent beaucoup de nuances à la question de la faute et se placent au-delà des simples modèles d’explication. A lire leurs travaux, tous les participants portent une part de responsabilité dans l’explosion meurtrière de ce mélange fait de politique classique, d’oppositions intérieures, de prises de décision opaques, par exemple au sein des appareils diplomatiques, que fut le déclenchement de la guerre en 1914. (…)

Non, 1914 n’a pas été 1939, les armées de l’Allemagne impériale ne se sont pas abattues dans un mélange de haine, de cupidité et de folie sur un monde qui ne rêvait que de paix. Mais, il y a cent ans, l’Allemagne a suffisamment contribué au déclenchement de la guerre pour s’exercer aujourd’hui à l’humilité.

La seule leçon à tirer de l’horreur est de ne pas négliger les institutions de l’Union comme le veut aujourd’hui la mode, de concevoir l’Europe commune non pas comme une formule creuse, mais comme une patrie : exercer la solidarité avec les membres faibles et ne pas calomnier les Etats ayant adhéré récemment en en faisant des couvées de pique-assiettes.

(…) Y penser constamment : tel est aussi le message des historiens actuels, dont le propos, contrairement à celui de leurs prédécesseurs, n’est nullement de répartir la culpabilité selon leurs penchants, leur nation ou leur idéologie. La première guerre mondiale peut remonter à un siècle et être aussi éloignée, pour de jeunes lecteurs, que les légions du roi hun Attila, sa signification nous est tout de même beaucoup plus proche. « Depuis la fin de la guerre froide, le système de stabilité globale bipolaire a laissé place à une structure de forces beaucoup plus complexe et plus imprévisible », écrit Clark – un fait qui, selon lui, « invite littéralement à la comparaison avec la situation en Europe en 1914 ».

C’est clairement un appel à entretenir les institutions communes de l’Europe, car elles seules assurent un règlement pacifique des conflits. Pour l’Allemagne, cela implique de faire preuve de prudence à une époque où le prestige de l’UE est plus faible que jamais, cela suppose de ne pas susciter d’angoisses face à une domination réelle ou supposée au centre de l’Europe. Et cela impose de conserver mesure et modération en politique extérieure.

Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni **Joachim Käppner** (Süddeutsche Zeitung), 2014, source : <https://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2014/01/15/les-nouvelles-theses-sur-les-causes-de-la-grande-guerre-passionnent-l-allemagne_4348422_3208.html>

Document 5 : Une vision canadienne sur les débats actuels autour des causes de la Première Guerre mondiale et la mémoire de cet évènement en Allemagne

« Alors qu’en France, chaque commune commémore la Première Guerre mondiale, en Allemagne, on compte à peine 150 événements régionaux et pas une seule grande commémoration nationale. Le ministre des Relations internationales, Frank-Walter Steinmeier, a bien nommé un responsable, mais c’est surtout pour coordonner les rares événements locaux et les quelques participations à des commémorations étrangères.

Serait-ce que la Première Guerre n’intéresse pas les Allemands ? Au contraire ! Le controversé livre Les somnambules, écrit par l’historien australien Christopher Clark, est en voie de devenir l’un des plus grands succès de l’histoire de l’édition allemande. Il s’en est vendu 300 000 exemplaires et l’ouvrage a déchaîné une polémique sans précédent parmi les historiens. « On n’a jamais vu un tel engouement pour la Première Guerre mondiale, explique Arndt Weinrich, de l’Institut historique allemand de Paris. Le grand public se réapproprie cette guerre, qui avait été rayée de la mémoire allemande depuis 1945. »

En France, on estime à 40 000 le nombre de monuments aux morts de 14-18. En Allemagne, ils sont rares, et un grand nombre, souvent d’origine nazie, ont été détruits en 1945. « En Allemagne, la Deuxième Guerre mondiale occupe toute la place, dit Weinrich. Comme la Première a été instrumentalisée par les nazis, sa commémoration a perdu toute légitimité. À partir de 1945, la mémoire allemande s’est réorganisée autour des victimes de la Seconde Guerre et de la Shoah. La Première est tombée dans l’oubli. »

Dès 1933, les nazis utiliseront le souvenir de la Première Guerre pour galvaniser le glorieux passé de l’Allemagne. À grand renfort d’expositions et de films, ils prétendront n’avoir jamais perdu cette guerre, qui n’a pas effleuré leur territoire. Ils poseront en victimes d’un « coup de poignard dans le dos » après la proclamation de la République, en novembre 1918. Voilà pourquoi l’idée même de commémorer un tel événement est toujours impensable, dit l’historien Gerd Krumeich, de l’Université de Düsseldorf. »

La culpabilité envolée

Mais, les choses sont peut-être en train de changer. « Avant Clark, personne ne pensait à la Première Guerre à l’exception de cinq historiens. Depuis, des jeunes viennent me voir avec une photo de leur arrière-grand-père en me demandant de leur parler de cette époque. Il y a dix ans, ça aurait été inimaginable. » Krumeich en conclut qu’il devait y avoir chez les Allemands un énorme appétit inconscient afin de s’acquitter de ce « maudit passé ». « Les jeunes surtout ne comprennent plus pourquoi toute notre histoire devrait être perçue comme un désastre. J’ai peur que ce livre incite les Allemands à se déculpabiliser. On voit des historiens crier de joie à l’idée que la preuve est enfin faite que l’Allemagne n’a rien eu à voir avec les origines de la Grande Guerre. »

« Apparemment, les Allemands avaient besoin de se faire dire par un historien australien qu’ils n’étaient pas plus responsables que les autres de la Première Guerre mondiale »,ironise Arndt Weinrich. Malgré son succès, Clark s’est attiré de nombreuses critiques dans les milieux les mieux informés. Si Weinrich ne cache pas son admiration devant ce travail colossal, il estime que l’auteur a cédé à une certaine forme de « présentisme » en examinant le terrorisme serbe avec des yeux d’aujourd’hui, influencés par le 11-Septembre.

Gerd Krumeich s’apprête à réfuter plusieurs thèses de l’historien australien dans un livre bientôt disponible, Le feu aux poudres (Belin). « Clark est très sérieux, dit-il. Il a les meilleures sources. Mais il fait de petits glissements très palpables pour qui connaît le sujet. Il omet de mentionner, par exemple, que les Autrichiens ont lancé à la Serbie un ultimatum impossible à accepter. Les documents sont clairs. Le conseil des ministres du 7 juillet 1914 signifie clairement que l’Autriche veut la guerre. Clark préfère dire que les Serbes auraient pu faire des concessions aux demandes autrichiennes et que les Russes les ont incités à refuser. C’est une foutaise ! » (…)

L’engrenage infernal

Avec les années, de nombreux historiens allemands se sont démarqués des thèses les plus radicales de Fischer. C’est le cas de Gerd Krumeich, pour qui l’analyse de cette époque était marquée par un fort sentiment de culpabilité. Ce qui ne le conduit pas à exonérer l’Allemagne. « Je dis que c’est l’Allemagne, avec l’Autriche-Hongrie, qui a mis le feu aux poudres. Mais je ne pense pas que l’Allemagne a préparé cette guerre de longue date pour être la première puissance mondiale. Je prends très au sérieux la sensibilité des Allemands de l’époque, qui pensaient que cette guerre devait permettre de libérer le pays de l’encerclement par la Russie et la France. La responsabilité de l’Allemagne n’est pas dans sa monstrueuse “inhumanité” ou son appétit pour la “barbarie”, comme a dit Clémenceau. C’était simplement un peuple en pleine expansion qui approchait des 70 millions, sans colonies, et qui pensait comme toutes les autres puissances que sans empire, il ne se développerait pas. Les Allemands ont cru qu’ils envahissaient la France pour se défendre. Mieux valait maintenant que plus tard. Personne n’avait pensé à Verdun et à la Somme. Tous croyaient que cette guerre durerait trois mois. Personne n’aurait poussé sur le bouton si on avait su. Les Allemands sont responsables de la guerre de 1914, mais pas de celle de 1916 et 1917. »

Se met alors en place un engrenage infernal, dit Krumeich. D’abord, la propagande nécessaire à la mobilisation de millions de civils transforme le conflit en guerre sainte. Ensuite, les innovations techniques créent un véritable emballement. En un an, le budget de l’Allemagne est multiplié par dix. Il devient impossible de négocier la paix sous peine de ne pouvoir rembourser l’énorme dette qui pèse sur tous les États. « Clausewitz a dit que la guerre n’a pas de fin en soi et que, sans la politique, elle devient absolue. Mais il n’avait pas compté avec des guerres qui mettaient en marche des millions d’hommes. »

Pour l’historien, une question demeure tout de même sans réponse : comment les Allemands ont-ils pu tenir quatre ans sans se révolter ? Pour les Français, c’était plus simple, dit-il. L’ennemi était dans leur pays. Mais, comment des millions d’hommes ont-ils pu croire qu’ils défendaient leur pays alors qu’ils combattaient à l’étranger ?

À cette question, Christopher Clark ne répond pas non plus. Et quant à la culpabilité allemande, au fond, s’interroge Gerd Krumeich, « le problème, ce n’est peut-être pas tellement Clark que l’état d’esprit des 300 000 personnes qui ont couru acheter son livre. Le livre n’est probablement qu’un déclencheur.

Source : Christian Rioux, 4 août 2014, <https://www.ledevoir.com/monde/415104/la-memoire-de-la-grande-guerre-les-allemands-deterrent-le-conflit-oublie>

# Optionnel (car vidéo de l’auteur donné précédemment, ou pour approfondir) : Extraits de l’ouvrage de Margaret MacMillan :

Le centenaire de la première guerre mondiale ravive les interrogations sur son déclenchement. Le Monde.fr, en partenariat avec la Mission du centenaire, publie un extrait de Vers la Grande Guerre, comment l'Europe a renoncé à la paix, de l'historienne canadienne Margaret MacMillan, à l'occasion de sa sortie en France. (2014)

Ce livre suit les pas de l’Europe jusqu’en 1914 et examine les moments où le nombre d’options possibles s’est réduit. Il y eut par exemple la décision française de rechercher une alliance défensive avec la Russie pour faire face à l’Allemagne, il y eut la décision allemande, vers la fin des années 1890, d’entamer une course à l’armement naval avec la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne améliora ses relations avec la France, puis avec la Russie. Un autre moment-clef vint en 1905-1906, quand l’Allemagne tenta de briser la nouvelle Entente cordiale lors de la première crise marocaine. Cette tentative se retourna contre elle ; les deux nouveaux alliés s’en trouvèrent rapprochés et entamèrent des négociations militaires secrètes qui renforcèrent encore les liens entre la Grande-Bretagne et la France. Les graves crises que l’Europe connut ensuite – la crise bosniaque de 1908, la seconde crise marocaine en 1911, et les guerres balkaniques de 1912 et 1913 – ajoutèrent encore aux rancunes, aux soupçons et aux souvenirs qui façonnaient les relations entre les puissances. Tel est le contexte dans lequel les décisions furent prises en 1914.

Il est possible de rompre avec le passé pour repartir à zéro. Après tout, au début des années 1970, Nixon et Mao décidèrent que leurs deux pays avaient tout à gagner s’ils mettaient un terme à vingt ans d’hostilité. Les amitiés changent, les alliances peuvent être brisées. Après tout, c’est ce que fit l’Italie au début de la Grande Guerre quand elle refusa de combattre aux côtés de ses partenaires de la Triple Alliance, l’Autriche-Hongrie et l’Allemagne, mais à mesure que les années passent et que s’accumulent les obligations réciproques et les liens entre personnes, cela devient plus difficile. L’un des principaux arguments employés en 1914 par les partisans d’une intervention britannique était que la Grande-Bretagne avait invité la France à compter sur son aide et que l’honneur interdisait de revenir sur cet engagement. Il y eut néanmoins des tentatives, jusqu’en 1913, pour briser le système des alliances. L’Allemagne et la Russie parlaient de temps à autre de régler leurs désaccords, tout comme la Grande-Bretagne et l’Allemagne, la Russie et l’Autriche-Hongrie, la France et l’Allemagne. Par inertie, à cause du souvenir des affrontements passés ou par peur de la trahison, ces tentatives ne débouchèrent sur rien.

Malgré tout, nous en revenons finalement à ces quelques personnages, généraux, hommes politiques ou têtes couronnées, qui avaient à l’été 1914 le pouvoir et l’autorité de dire oui ou non. Oui ou non à la mobilisation des armées, oui ou non au compromis, oui ou non à l’exécution de plans déjà tracés par les militaires. Le contexte est crucial pour comprendre pourquoi ils étaient ce qu’ils étaient et pourquoi ils agirent comme ils agirent ; on ne peut cependant minimiser le rôle des personnalités individuelles. Le chancelier allemand, Theobald von Bethmann-Hollweg, venait de perdre son épouse bien-aimée. Cela ajouta-t-il au fatalisme avec lequel il envisageait l’éclatement de la guerre ? Le tsar Nicolas II était fondamentalement de tempérament faible. Il lui était sans doute plus difficile de résister aux généraux qui souhaitaient une mobilisation russe immédiate. Franz Conrad von Hötzendorf, chef d’état-major des armées austro-hongroises, voulait la gloire pour son pays, mais aussi pour lui-même, afin de pouvoir épouser une divorcée.

Quand elle arriva, la guerre fut si terrible qu’on se mit alors à chercher les coupables, et qu’on les cherche encore. Par la propagande et la publication de documents judicieusement choisis, chaque pays belligérant proclama sa propre innocence en pointant les autres du doigt. La gauche accusa le capitalisme ou les fabricants et marchands d’armes, les « marchands de mort » ; la droite accusa la gauche, les Juifs, ou les deux. Lors de la Conférence de la Paix, à Paris en 1919, les vainqueurs parlèrent de faire comparaître les coupables – le Kaiser, quelques-uns de ses généraux et diplomates – mais l’idée ne se concrétisa pas. La question de la responsabilité était centrale parce que si l’Allemagne était responsable, il était juste qu’elle paie des réparations. Si elle ne l’était pas – c’était bien sûr l’opinion générale en Allemagne et, de plus en plus, dans le monde anglophone –, alors les réparations et autres pénalités infligées à l’Allemagne étaient profondément injustes et illégales. Dans l’entre-deux-guerres, la vision dominante devint celle que résumait ainsi David Lloyd George : « Les nations avaient basculé dans le chaudron bouillonnant de la guerre sans la moindre trace d’appréhension ou de désarroi. » La Grande Guerre n’était la faute de personne, ou c’était la faute de tout le monde. Après la Seconde Guerre mondiale, plusieurs historiens allemands courageux, entraînés par Fritz Fischer, se penchèrent à nouveau sur les archives pour affirmer que l’Allemagne était bien coupable et qu’il existait une continuité sinistre entre les intentions du dernier gouvernement allemand avant la Grande Guerre et les objectifs de Hitler. Leurs propos ont à leur tour été contestés, et le débat se poursuit.

La discussion ne prendra sans doute jamais fin, et je pense pour ma part que certaines puissances et leurs dirigeants étaient plus coupables que d’autres. L’Autriche-Hongrie résolue à détruire la Serbie, l’Allemagne qui soutint l’Autriche-Hongrie jusqu’au bout, la Russie impatiente de mobiliser, toutes les trois me semblent les plus grandes responsables du conflit. Ni la France ni la Grande-Bretagne ne voulaient la guerre, mais elles auraient peut-être pu faire davantage pour l’éviter. Finalement, la question la plus intéressante me semble être la suivante : à l’été 1914, comment l’Europe en est-elle arrivée au point où la guerre était plus vraisemblable que la paix ? Que croyaient faire les décideurs ? Pourquoi n’ont-ils pas reculé à temps comme ils l’avaient déjà fait auparavant ? Autrement dit, pourquoi la paix échoua-t-elle ?

**Source : https://www.lemonde.fr/centenaire-14-18/article/2014/02/05/la-discussion-sur-les-causes-de-la-grande-guerre-ne-prendra-sans-doute-jamais-fin\_4360097\_3448834.html**

Optionnel : extrait de l’ouvrage de Gerd Krumeich, *le feu aux poudres*

« Les Allemands s’insurgèrent farouchement contre cette clause de l’article 231 du traité de Versailles, et cette protestation a nourri toute une littérature, comprenant ses «pour» et ses «contre» quant aux responsabilités de 1914. Je retrace ces débats dans le dernier chapitre de ce livre, après avoir démontré, je l'espère, dans quelle mesure et pourquoi il convient de nos jours encore de soutenir que ce fut en effet l'Allemagne, en accord avec l'Autriche-Hongrie, qui mit le feu aux poudres, en juillet 1914.

D'autres historiens, et non des moindres, sont venus contredire cette interprétation. J'examine leurs arguments de la façon la plus impartiale qui soit. Mais, à l'encontre de Christopher Clark dont le livre a suscité un énorme intérêt ces derniers temps, je ne peux soutenir que les leaders de l'époque furent tous

indifféremment des somnambules. Certes, toutes les nations européennes ont participé au mouvement impérialiste, ont nourri les oppositions internationales et encouragé la militarisation des relations politiques. Il n'en reste pas moins vrai, selon moi, que les puissances centrales, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, ont pressé sur le bouton à un moment où tous les autres pays espéraient encore trouver une solution pacifique à la crise. Loin de moi néanmoins l'idée de brosser un portrait en noir et blanc des décideurs des différentes nations. En ce qui concerne la France, Poincaré et Paléologue ont une responsabilité certaine dans le dénouement tragique. »

Gerd Krumeich**,** *Le feu aux poudres, Qui a déclenché la guerre en 1914,* Paris, Belin, 2014.